

# Master Droit des collectivités territoriales

Niveau de diplôme  
**Bac +5**

ECTS  
**120 crédits**

Durée  
**2 ans**

Composante  
**Droit et sciences sociales**

## Parcours proposés

- # Parcours Droit de l'aide et de l'action sociales et collectivités territoriales
- # Parcours Droit de l'action et des responsabilités locales

## Présentation

La mention **Droit des collectivités territoriales propose deux parcours**: le parcours **Droit de l'action et des responsabilités locales (DAReL)** et le parcours **Droit de l'aide et de l'action sociales et collectivités territoriales (DAAS-CT)**. Cette mention fait l'objet, en première année, d'une spécialisation progressive permettant aux étudiant(e)s de poursuivre leur parcours en deuxième année dans deux domaines différents au cœur de l'environnement juridique des collectivités territoriales.

Cette mention conjugue une forte **dimension professionnalisante et de recherche**. Elle permet aux candidat(e)s de se voir délivrer un diplôme leur permettant d'acquérir à la fois de solides compétences juridiques et une aptitude à gérer les champs d'intervention et les moyens (humains, financiers...) des collectivités territoriales.

Les deux parcours de la mention Droit des collectivités territoriales sont en cours d'ouverture à l'apprentissage pour la rentrée 2022.

Les titulaires du Master Droit des collectivités territoriales (parcours DAReL et DAAS-CT) bénéficient d'une formation les prédisposant à intégrer la classe préparatoire Talents du Service Public (Science Po Paris/Université de Poitiers) qui prépare au concours de l'Institut national du service public (INSP, ex-ENA), Institut National des Études Territoriales (INET), l'École des Hautes Études en Santé Public (EHESP), et l'École Nationale Supérieure de Sécurité Sociale (EN3S).

**Le parcours DAReL** (Droit de l'action et des responsabilités locales) permet aux étudiant(e)s d'acquérir le savoir-faire et les compétences pour devenir, par la voie du concours ou du recrutement par contrat (loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique), cadre dans les collectivités territoriales (et leurs établissements publics) ou conseil juridique (avocat) auprès de celles-ci. Il a l'ambition de permettre l'adaptation à l'évolution de l'organisation et des compétences des collectivités territoriales.

A compter de la rentrée 2022, le parcours Droit de l'action et des responsabilités locales (DAReL) succède au parcours Management public et Droit des collectivités territoriales (MP-CT). Il est désormais intégralement porté par la Faculté de Droit et des Sciences sociales. *Ce qui évolue en M2*: approfondissement de nouvelles problématiques juridiques, élargissement du panel des domaines de compétences étudiés, renforcement du volume d'heures consacrées à la pratique professionnelle.

*Ce qui ne change pas en M2*: introduction au management public, au pilotage de projet; préparation

aux concours de la fonction publique; formation en cours d'ouverture à l'apprentissage.

Le **parcours DAAS-CT** (Droit de l'aide et de l'action sociales) permet aux étudiant(e)s de bénéficier d'une spécialisation dans l'un des domaines de compétences phare de certaines collectivités territoriales et des acteurs locaux : l'aide et l'action sociales. Il permet de développer une expertise dans le vaste champ des politiques sociales : personnes âgées, en situation de handicap, enfance, lutte contre l'exclusion, accès au logement... Il permet aux étudiant(e)s d'acquérir le savoir-faire et les compétences pour participer au pilotage des politiques sociales, en qualité de cadre dans les collectivités territoriales ou leurs établissements publics (voie du concours ou contrat), mais aussi au sein des établissements sociaux et médico-sociaux, des associations nationales ou locales du secteur, des organismes de protection sociale.... Il permet aussi de former au conseil juridique dans ces domaines (cabinets d'avocats, collectivités, associations).

Ouverture à l'apprentissage en M2 DAAS-CT en cours.

## Objectifs

Le Master Droit des collectivités territoriales est une **formation complète, en prise directe avec l'évolution de l'organisation et des compétences à mobiliser** pour exercer les métiers de cadre supérieur et cadre dans tous les domaines de compétences et d'intervention des collectivités territoriales et de leurs établissements partenaires.

Les principaux objectifs sont :

- permettre aux étudiant(e)s d'acquérir, en matière d'action publique locale, un niveau approfondi de connaissances et de compétences juridiques ;
- être en capacité de saisir clairement le sens et l'évolution de l'action publique territoriale;

-disposer d'une capacité d'expertise propre à la compréhension de situations complexes dans les domaines d'intervention des collectivités territoriales ;

-développer une aptitude à la réflexion sur les enjeux de l'action publique territoriale ;

-développer une capacité à piloter l'action publique locale et les personnels amenés à la définir, l'appliquer et la mettre en œuvre ;

Autres objectifs plus "transversaux" : gouvernance et pilotage ; aide à la décision ; management ; prise en compte des exigences d'éthique et de déontologie ; contentieux et prévention des risques contentieux ; responsabilités juridiques des acteurs locaux; maîtrise de l'expression écrite et orale ; accès aux sources et à la documentation juridiques.

## Savoir faire et compétences

La formation permettra d'apprendre à **rédiger des actes juridiques** dans une collectivité territoriale ou les structures partenaires, d'être en mesure **d'encadrer** plusieurs agents, de **piloter des projets**. Elle a vocation à préparer aux fonctions de de cadre supérieur ou de conseil juridique au sein d'une collectivité territoriale, d'un établissement public local ou des partenaires de leurs actions (organismes de protection sociale, associations...).

La formation vise aussi à délivrer une **bonne connaissance de l'environnement et du contexte d'intervention** des collectivités territoriales et de leurs partenaires. Elle met l'accent sur **le sens, les principes et valeurs guidant l'exercice d'une mission de service public**.

## Les + de la formation

- \* Développer une expertise juridique enrichie de connaissances et de savoir-faire en matière de gestion et management ;
- \* Construire son projet professionnel dans des domaines d'expertise essentiels ;
- \* Spécialisation progressive ;

- \* Formation complète, en prise directe avec les enjeux actuels de l'action publique locale ;
- \* Formation à très forte dimension professionnalisante (exercices pratiques, interventions de professionnels, stage) ;
- \* Formation initiant également aux fondamentaux de la recherche scientifique ;
- \* Débouchés professionnels de niveau cadre, dans les secteurs publics et privés ;
- \* Réseau professionnel solide

## Dimension internationale

Adossé à un laboratoire de recherche (Institut de droit public, EA 2623), la mention Droit des collectivités territoriales bénéficie des manifestations scientifiques de dimension internationale dans le domaine de l'action publique territoriale ainsi que dans le champ des politiques sociales. Un partenariat privilégié est tissé avec le Japon dans le domaine des conséquences juridiques et sociales du vieillissement de la société.

## Organisation

### Contrôle des connaissances

Les modalités de contrôle des connaissances et compétences sont précisées dans les rubriques propres au M1 de tronc commun et à chaque parcours.

En Master 1: deux sessions

En Master 2: une session unique

### Ouvert en alternance

**Type de contrat :** Contrat d'apprentissage

Rentrée 2022 : Ouverture à l'apprentissage en M2  
- pour les 2 parcours de la mention Droit des collectivités territoriales

## Stages

**Stage :** Obligatoire

**Durée du stage :** 2 mois minimum obligatoires

**Durée du stage à l'étranger :** 2 mois minimum obligatoires

Stage associé à une mission en lien avec le champ de la formation.

Stage facultatif (observation ou mission) en M1.

Stage obligatoire (mission) en M2.

Stages

## Admission

### Conditions d'accès

**Accès à la formation :**

**1/ CANDIDATURE EN MASTER 1:**

**Calendrier et modalités de sélection pour la rentrée 2022-2023:**

**Sélection sur dossier.** La procédure est dématérialisée par l'application E.candidat et est identique pour les deux parcours .

Lien utile : # <https://ecandidat.appli.unvi-poitiers.fr>

**Ouverture de la campagne pour le dépôt des candidatures : information à venir**

Date limite de dépôt des dossiers de candidature : *information à venir*

Date limite de communication des résultats : *information à venir*

**Précisions selon la situation du candidat**

Situation du candidat	Conditions et modalités d'accès au M1
Candidat ayant un diplôme délivré par une université française	<p>Formation ouverte aux candidats <b>titulaires d'une licence</b> (mention droit, de préférence de droit public, ou mention AES ou mention administration publique) délivrée par un établissement de l'enseignement supérieur français. Dossier de candidature à constituer sur l'application E-candidat : # <a href="https://ecandidat.appli.univ-poitiers.fr">https://ecandidat.appli.univ-poitiers.fr</a></p> <p><i>Pour les candidats déjà inscrits dans l'enseignement supérieur français, un dossier de candidature (même calendrier) doit être constitué <b>via l'application E-candidat.</b></i> Lien utile : # <a href="https://ecandidat.appli.univ-poitiers.fr">https://ecandidat.appli.univ-poitiers.fr</a></p>

	<p><i>Pour les étudiants titulaires d'un bac +3 français autre qu'une licence en droit. La constitution d'un dossier d'équivalence est nécessaire via l'application E-candidat :# <a href="https://ecandidat.appli.univ-poitiers.fr">https://ecandidat.appli.univ-poitiers.fr</a></i></p> <p>Voir le calendrier précisé supra.</p>
Candidats ayant un diplôme délivré par une université étrangère	<p><i>Pour les candidats déjà inscrits dans une université française, candidature par l'application E.candidat (calendrier identique). Lien utile : # <a href="https://ecandidat.appli.univ-poitiers.fr">https://ecandidat.appli.univ-poitiers.fr</a></i></p> <p><i>Pour les étudiants non titulaires d'un diplôme français et qui n'ont jamais été inscrits dans l'enseignement supérieur français, dossier à constituer par le portail <b>Études en France</b> : Lien utile : # <a href="http://droit.univ-poitiers.fr/scolarité/-etudiants-titulaires-de-diplomes-etrangers-souhaitant-entrer-en-l2-l3-m1-ou-en-capacite-353421.kjsp?RH=1289896384443">http://droit.univ-poitiers.fr/scolarité/-etudiants-titulaires-de-diplomes-etrangers-souhaitant-entrer-en-l2-l3-m1-ou-en-capacite-353421.kjsp?RH=1289896384443</a>.</i></p>
Candidats non titulaires d'un bac +3 et souhaitant valoriser leurs acquis professionnels (VAPP)	<p>Pour la constitution d'un dossier de candidature, il convient de s'adresser à <b>UP&amp;PRO</b> : 2 rue Pierre</p>

	<p>Brousse, Bât B. 25, TSA 91110, 86073 Poitiers cedex 9 ; Tél. 05 49 45 44 60 ; Courriel : # <a href="mailto:up-pro@univ-poitiers.fr">up-pro@univ-poitiers.fr</a></p> <p>Lien utile : # <a href="http://upro.univ-poitiers.fr/formation-tout-au-long-de-la-vie/faire-une-vapp-et-ou-reprendre-ses-etudes-re-/la-validation-d-acquis-professionnels-et-personnels/">http://upro.univ-poitiers.fr/formation-tout-au-long-de-la-vie/faire-une-vapp-et-ou-reprendre-ses-etudes-re-/la-validation-d-acquis-professionnels-et-personnels/</a></p>		<p>Un dossier de candidature doit être constitué <b>via l'application E-Candidat</b>.</p> <p>Voir les modalités d'accès propres à chaque parcours</p> <p>Lien utile : # <a href="https://ecandidat.appli.univ-poitiers.fr">https://ecandidat.appli.univ-poitiers.fr</a></p>
--	--	--	---

## 2/ CANDIDATURE EN MASTER 2 :

### Les possibilités d'intégration du parcours en 2ème année différent selon la situation des candidats

Calendrier de candidature : *information à venir*

Situation du candidat	Conditions et modalités de candidature en M2
Candidats déjà inscrits dans l'enseignement supérieur français ou titulaires d'un bac + 4 (mention Droit ou autre).	<p>Possibilité conditionnée par l'ouverture d'un recrutement complémentaire.</p> <p><b>Un recrutement complémentaire sera ouvert dans les parcours DAREL et DAAS-CT pour 2022-2023.</b> Nombre de places limité. Informations à venir</p>

Candidats non titulaires d'un diplôme français et n'ayant jamais été inscrits dans l'enseignement supérieur français.	Lien utile : # <a href="http://droit.univ-poitiers.fr/scolarité/etudiants-titulaires-de-diplomes-etrangers-souhaitant-entrer-en-master-2eme-annee-353491.kjsp?RH=1289896384443">http://droit.univ-poitiers.fr/scolarité/etudiants-titulaires-de-diplomes-etrangers-souhaitant-entrer-en-master-2eme-annee-353491.kjsp?RH=1289896384443</a>
Candidats non titulaires d'un bac+4 et souhaitant valoriser leurs acquis professionnels (VAPP)	<p>Pour la constitution d'un dossier de candidature, il convient de s'adresser à UP&amp;PRO : 2 rue Pierre Brousse, Bât B. 25, TSA 91110, 86073 Poitiers cedex 9 ; Tél. 05 49 45 44 60 ; Courriel : # <a href="mailto:up-pro@univ-poitiers.fr">up-pro@univ-poitiers.fr</a></p> <p>Lien utile : # <a href="http://upro.univ-poitiers.fr/formation-tout-au-long-de-la-vie/faire-une-vapp-et-ou-reprendre-ses-etudes-re-/la-validation-d-acquis-professionnels-et-personnels/">http://upro.univ-poitiers.fr/formation-tout-au-long-de-la-vie/faire-une-vapp-et-ou-reprendre-ses-etudes-re-/la-validation-d-acquis-professionnels-et-personnels/</a></p>
Adultes désirant reprendre des études (salariés, demandeurs d'emploi...) titulaires du diplôme requis ou bénéficiant d'une	# En savoir plus...

validation d'acquis (VAPP, VAE)
---------------------------------

## Pour qui ?

Les étudiant(e)s ayant suivi un parcours en **licence de droit, licence AES ou administration publique** ou qui sont diplômés d'un **Institut d'Études politiques** disposent des aptitudes pré-requises.

Les étudiant(e)s désireux d'approfondir leurs compétences juridiques

- \* Pour servir l'intérêt général sur un territoire donné
- \* Pour développer une démarche de solidarité
- \* Pour les mettre au service de compétences de gestion de projet et d'équipe

Les candidats doivent disposer d'une bonne culture générale, de solides connaissances en droit constitutionnel, droit administratif et institutions administratives, faire preuve d'un intérêt pour les réformes réalisées ou en cours dans le champ des collectivités territoriales. Une expérience en collectivité, en établissement public local ou dans une structure partenaire (emploi, stage, mandat électif...) constitue un "plus" sans pour autant constituer une condition préalable obligatoire. La motivation et l'appétence pour travailler au service de l'intérêt d'un territoire donné et/ou d'une démarche de solidarité de proximité constituent des éléments importants. Pour autant, il n'est pas nécessaire que le projet professionnel soit précisément défini, la démarche de spécialisation progressive permettant justement à chaque étudiant(e) de construire ou préciser son projet.

La mention Droit des collectivités territoriales intéressera également les étudiant(e)s désireux de bénéficier d'une formation préparant notamment aux concours d'administrateurs et d'attachés territoriaux ou souhaitant postuler pour un recrutement en qualité d'agent contractuel au sein d'un employeur public local ou de leurs partenaires du secteur privé.

## Pré-requis recommandés

- \* Bonnes connaissances du droit public général ;
- \* Intérêt particulier pour le droit et l'action des collectivités territoriales ;
- \* Une expérience sur le terrain (stage, emploi, mandat électif, investissement associatif...) est valorisée.

---

## Et après

### Poursuites d'études

L'objectif du Master Droit des collectivités territoriales est de permettre à chaque étudiant(e) de construire son projet :

- \* Devenir un juriste au service de l'action publique locale pour :
  - Participer au pilotage des directions des collectivités territoriales (juridique, marchés publics, ressources humaines, finances, DRH...) des associations ou des entreprises assurant une mission de service public
  - Accompagner les collectivités territoriales en qualité d'avocat, consultant spécialisé en droit des collectivités territoriales, juriste dans un organisme de protection sociale, une mutuelle, un établissement public ...
- \* Exercer des missions plus polyvalentes, dont le volet juridique n'est qu'un aspect, au sein d'une collectivité ou d'un établissement public territorial pour :
  - Piloter des projets au sein des services opérationnels (« chargé de mission ») : aide et action sociales, culture, environnement, relations internationales, économie, aménagement du territoire...
  - Assurer des emplois de direction (DGS, DGSA, direction d'un service...), intégrer le cadre d'emplois des administrateurs territoriaux ou de celui des attachés territoriaux.
  - Accompagner l'action politique de l'exécutif local (collaborateur de cabinet)

Ces emplois nécessitent la maîtrise au quotidien de compétences juridiques, managériales et de pilotage de projet dispensées au sein du Master Droit des collectivités territoriales.

## Insertion professionnelle

# **Fiche insertion** (Cette étude est menée auprès des diplômés 2017, 30 mois après l'obtention du diplôme)

---

## Infos pratiques

### Contacts

**Responsable de la mention**

Loic Levoyer

# +33 5 49 45 42 20

# loic.levoyer@univ-poitiers.fr

### Laboratoire(s) partenaire(s)

institut de droit public (EA 2623)

# <https://idp.labo.univ-poitiers.fr/>

### Lieu(x)

# Poitiers-Centre Ville

### En savoir plus

Candidater en ligne !

# <https://ecandidat.appli.univ-poitiers.fr/>

# Programme

## Organisation

Organisation de la mention en 4 semestres, formation à et par la recherche (Master indifférencié) :

### **-En Master 1(S1 et S2), un socle disciplinaire commun :**

-au premier semestre, un tronc commun, composé d'enseignements mutualisés aux deux parcours ;

-au second semestre, un socle commun d'enseignements et une unité de spécialisation.

*Au total en M1, plus de 390h en présentiel dont  $\frac{3}{4}$  environ des enseignements du M1 forment un socle commun et  $\frac{1}{4}$  relèvent d'enseignements spécifiques permettant une spécialisation progressive. 269h en CM, 42h TD et 94h de nouvelles pratiques pédagogiques.*

### **-En Master 2 (S3 et S4): spécialisation**

*M2 DAREL*: enseignements approfondis en droit et action des collectivités territoriales, introduction au management public (gestion de projets, GRH, évaluation des politiques publiques, déontologie et éthique des agents),

*M2 DAAS-CT*: enseignements approfondis dans le champ du droit de l'aide et de l'action sociales (Droit des collectivités territoriales ciblé sur diverses catégories de personnes en demande ou attente d'aide et d'action sociales : personnes âgées dépendantes, en situation de handicap, aide sociale à l'enfance, etc.), analyse des interventions publiques transversales (lutte contre l'exclusion, accès au logement, etc.).

En M2, mutualisation entre les deux parcours (S3 et S4) concernant notamment la préparation de la professionnalisation (mémoire, stage, projets, préparation aux concours) et les langues étrangères. Le mémoire et le

stage (« massé » ou « filé » d'une durée de 2 mois au moins, soit 12 ECTS) sont obligatoires. Ils peuvent se réaliser soit en M1, soit en M2, soit sur les deux ans. Ils donnent lieu à un accompagnement méthodologique tant en recherche qu'en matière de préparation aux concours et d'insertion professionnelle.

## Parcours Droit de l'aide et de l'action sociales et collectivités territoriales

### M1 Droit des CT parcours Droit de l'aide et de l'action sociales et collectivités territoriales

#### Semestre 1



UE1 Comprendre le cadre juridique des collectivités territoriales	15 crédits	UE1 Piloter les services publics des collectivités territoriales	9 crédits
<ul style="list-style-type: none"> <li>Droit de la décentralisation</li> <li>Droit de la décentralisation CM</li> <li>Droit de la décentralisation TD</li> <li>Droit de la décentralisation - PPD</li> <li>Droit de l'aide et de l'action sociales (collectivités territoriales)</li> <li>Droit de l'aide et de l'action sociales - CM</li> <li>Droit de l'aide et de l'action sociales - TD</li> <li>Droit de l'aide et de l'action sociales - PPD</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Modes de gestion des services publics locaux</li> <li>Modes de gestion des services publics locaux CM</li> <li>Modes de gestion des services publics locaux TD</li> <li>Modes de gestion des services publics locaux PPD</li> <li>Principes de fonctionnement des services publics locaux</li> <li>Pratique juridique</li> </ul>	
UE2 Comprendre les principes de l'action publique locale	6 crédits	UE2 Appréhender les moyens humains et financiers des collectivités territoriales	9 crédits
<ul style="list-style-type: none"> <li>Action publique locale</li> <li>Action publique locale CM</li> <li>Action publique locale P-Proj</li> <li>Politiques urbaines</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Droit de la fonction publique territoriale</li> <li>Financement des services publics locaux</li> </ul>	
UE3 Approfondir le cadre juridique des collectivités territoriales	6 crédits	UE3 Préparer sa spécialisation	9 crédits
<ul style="list-style-type: none"> <li>Procédure administrative contentieuse</li> <li>Finances locales</li> <li>Finances locales 1</li> <li>Finances locales 2</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Finances sociales</li> <li>Finances sociales CM</li> <li>Finances sociales PPD</li> <li>Analyse des politiques sociales</li> </ul>	
UE 4 Maîtriser une langue étrangère	3 crédits	UE4 Maîtriser une langue étrangère	3 crédits
<ul style="list-style-type: none"> <li>Anglais TD I</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Anglais TD II</li> </ul>	
Stage facultatif	0 crédits	Stage facultatif	0 crédits

## Semestre 2

## M2 Droit des CT parcours Droit de l'aide et de l'action sociales et collectivités territoriales

## Semestre 3

UE1 Déterminer le cadre général de l'intervention sociale locale	12 crédits	Les actions en direction de l'enfance et de la famille CM Les actions en direction de l'enfance et de la famille TD Les actions en direction des étrangers Les actions en direction des étrangers CM Les actions en direction des étrangers TD	
Fondement et enjeux de l'aide et de l'action sociales			
Fondement et enjeux de l'aide et de l'action sociales CM			
Fondement et enjeux de l'aide et de l'action sociales TD			
Cadre administratif et partenarial de l'aide et de l'action sociales			
Cadre administratif et partenarial de l'aide et de l'action sociales CM		Stage facultatif	0 crédits
Cadre administratif et partenarial de l'aide et de l'action sociales TD			
UE2 Approfondir les politiques transversales d'aide et d'action sociales	9 crédits		
Politique de la ville			
Politique de l'emploi et de lutte contre les exclusions			
Protection des majeurs incapables			
Politique de la santé			
Politique de la santé CM			
Politique de la santé TD			
Politique d'accès au logement			
Politique d'accès au logement CM			
Politique d'accès au logement TD			
UE3 Approfondir les politiques catégorielles d'aide et d'action sociales	9 crédits		
Les actions en direction des personnes âgées			
Les actions en direction des personnes âgées TD			
Les actions en direction des personnes handicapées			
Les actions en direction de l'enfance et de la famille			

## Semestre 4

UE1 Piloter les interventions sociales locales 9 crédits

Management et ressources humaines dans l'aide et l'action sociales  
 Management et ressources humaines dans l'aide et l'action sociales TD  
 Financement de l'aide et de l'action sociales  
 Financement de l'aide et de l'action sociales CM  
 Financement de l'aide et de l'action sociales TD  
 Financement de l'aide et de l'action sociales PPD  
 Conduite de projet  
 Conduite de projet TD

UE2 Maîtriser le contentieux de l'aide et l'action sociales 6 crédits

Organisation du contentieux de l'aide et de l'action sociales  
 Organisation du contentieux de l'aide et de l'action sociales CM  
 Organisation du contentieux de l'aide et de l'action sociales TD  
 Contentieux de la responsabilité en matière d'aide et d'action sociales  
 Contentieux de la responsabilité en matière d'aide et d'action sociales CM  
 Contentieux de la responsabilité en matière d'aide et d'action sociales TD

UE3 Préparer sa professionnalisation 15 crédits

Méthodologie de la recherche  
 Langue étrangère  
 Langue étrangère TD  
 Langue étrangère PPD  
 Stage et mémoire de recherche  
 Préparation aux concours  
 Pratiques professionnelles  
 Procès fictif

## Parcours Droit de l'action et des responsabilités locales

### M1 Droit des CT parcours Droit de l'action et des responsabilités locales

#### Semestre 1

UE1 Comprendre le cadre juridique des collectivités territoriales 15 crédits

Droit de la décentralisation  
 Droit de la décentralisation CM  
 Droit de la décentralisation TD  
 Droit de la décentralisation - PPD

Droit de l'aide et de l'action sociales (collectivités territoriales)  
 Droit de l'aide et de l'action sociales - CM  
 Droit de l'aide et de l'action sociales - TD  
 Droit de l'aide et de l'action sociales - PPD

UE2 Comprendre les principes de l'action publique locale 6 crédits

Action publique locale  
 Action publique locale CM  
 Action publique locale P-Proj  
 Politiques urbaines

UE3 Approfondir le cadre juridique des collectivités territoriales 6 crédits

Procédure administrative contentieuse  
 Finances locales  
 Finances locales 1  
 Finances locales 2

UE 4 Maîtriser une langue étrangère 3 crédits

Anglais TD I

#### Semestre 2

UE1 Piloter les services publics des collectivités territoriales 9 crédits

Modes de gestion des services publics locaux

Modes de gestion des services publics locaux CM

Modes de gestion des services publics locaux TD

Modes de gestion des services publics locaux PPD

Principes de fonctionnement des services publics locaux

Pratique juridique

UE2 Appréhender les moyens humains et financiers des collectivités territoriales 9 crédits

Droit de la fonction publique territoriale

Financement des services publics locaux

UE3 Préparer sa spécialisation 9 crédits

Gestion des risques contentieux des collectivités territoriales

Gestion des risques contentieux CM

Gestion des risques contentieux PPD

Droit des contrats publics CM

UE4 Maîtriser une langue étrangère 3 crédits

Anglais TD II

Stage facultatif 0 crédits

## M2 Droit des CT parcours Droit de l'action et des responsabilités locales

### Semestre 3

UE1 Approfondir le cadre organisationnel des collectivités territoriales	9 crédits	Optimisation des moyens financiers des CT - CM Optimisation des moyens financiers des collectivités territoriales - TD	
Formes de la coopération entre collectivités territoriales			
Mise en oeuvre de la coopération locale			
Démocratie locale			
UE2 Maîtriser les domaines d'intervention des collectivités territoriales	15 crédits		
Les Politiques économiques sociales et environnementales			
Politique de la ville			
Autres politiques publiques locales (transport, culture, prévention et sécurité...)			
Autres politiques publiques locales - CM			
Autres politiques publiques locales - TD			
Relations extérieures des collectivités territoriales (collectivités étrangères, Etats, Europe)			
Conduite de projet TD			
UE3 Piloter les moyens de la collectivité territoriale	6 crédits		
Gestion des Ressources Humaines			
Gestion des Ressources Humaines CM			
Gestion des ressources humaines TD			
Droit des données publiques locales			
Droit des données publiques locales			
Droit des données publiques locales - PPD			
Optimisation des moyens financiers des collectivités territoriales (achat public, investissement...)			
		<b>Semestre 4</b>	
		UE1 Maîtriser le champ de la responsabilité des élus et des agents territoriaux	9 crédits
		Ethique et déontologie de l' élu et de l'agent territorial	
		Ethique et déontologie de l' élu et de l'agent territorial - CM	
		Ethique et déontologie de l' élu et de l'agent territorial - TD	
		Responsabilités juridiques de l' élu et de l'agent territorial	
		Responsabilités juridiques de l' élu et de l'agent territorial - CM	
		Responsabilités juridiques de l' élu et de l'agent territorial - TD	
		Pratiques professionnelles	
		UE2 Assurer le suivi et le contrôle du pilotage de la collectivité territoriale	6 crédits
		Evaluation des politiques publiques	
		Évaluation des politiques publiques CM	
		Evaluation des politiques publiques TD	
		Contrôle interne et financier des collectivités territoriales	
		UE3 Préparer sa professionnalisation	15 crédits
		Langue étrangère	
		Langue étrangère TD	
		Langue étrangère PPD	
		Méthodologie de la recherche	
		Stage et mémoire de recherche	
		Préparation aux concours	
		Procès fictif	